Citoyennes, Citoyens, Camarades,

au nom de

l'Organisation Communiste Internationaliste

(pour la reconstruction de la IVe Internationale)

soutenue par l'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

Gérard BAUVERT

candidat - étudiant en droit

Jean-Pierre MILON

remplaçant - instituteur

Les 4 et 11 mars, nous présentons notre candidature aux suffrages des 103 000 électeurs de la 8e circonscription de la Seine-Saint-Denis.

Avant d'aborder les problèmes cruciaux auxquels sont confrontés tous les travailleurs de ce pays, il nous paraît important, dans le cadre de telles élections, de commencer par la question de la représentation des citoyens.

Un député c'est — ou cela devrait être — le mandataire de ses électeurs qui à tout moment doivent pouvoir contrôler son activité. Tels étaient les rapports des députés de la Commune de Paris, éligibles et révocables à tout moment, avec leurs électeurs ; ceux des députés aux Soviets des travailleurs, au temps de LÉNINE et TROTSKY. C'est cela la véritable démocratie, la démocratie ouvrière, la démocratie de l'Etat ouvrier.

Nous n'avons pas affaire à des élections de ce type. Les 4 et 11 mars, il s'agit d'élire des députés dans le cadre de la Constitution autoritaire de 1958. La représentation politique à l'Assemblée est faussée par le découpage des circonscriptions électorales et les députés ne sont pas responsables devant leurs électeurs. Pourtant ces élections des 4 et 11 mars ont une grande importance : il faut défaire l'U.D.R. et tous ses associés qui sont au Gouvernement pour servir les intérêts du capital. Défaire l'U.D.R., c'est combattre pour l'abrogation de la Constitution gaulliste, pour rétablir l'exercice de toutes les libertés ouvrières et démocratiques. Il faut battre Pompidou, l'U.D.R. et ses alliés. C'est indispensable. Cela ne suffit pas. Pour que soient satisfaites les revendications et aspirations de la classe ouvrière, des masses exploitées, de la jeunesse, pour réaliser la véritable démocratie, la démocratie des conseils, le premier pas vers le socialisme, il faut substituer au Gouvernement Pompidou-Messmer, à tous les gouvernements du capital, un gouvernement ouvrier.

Venons-en d'abord aux problèmes que, comme étudiant et instituteur, nous connaissons le mieux. Nous constatons, à tous les niveaux de l'enseignement, chaque jour, comme chacun d'entre vous, qu'il soit père ou mère d'élève, que, sous prétexte de simplifier les études, les directives du Ministère de l'Education nationale aboutissent à les rendre de plus en plus compliquées. Personne n'y comprend plus rien. Il existe une douzaine de baccalauréats (ou de simili-baccalauréats) différents. Pour chaque baccalauréat, une pluie de sections différentes. Ainsi, pour le Bac A, il existe 9 sections : A1, A2, etc... Chaque année ou presque, une nouvelle vient s'y ajouter.

Les élèves, les enseignants, les parents se perdent dans les couloirs et sections, avec leurs paliers. Le résultat, c'est l'amplification des échecs et des retards, et plus il y a d'échecs et de retards, moins il y a de débouchés.

Hypocritement, le Gouvernement et les ministres FAURE-GUICHARD et FONTANET prennent les mesures pour, expliquent-ils, « ouvrir l'enseignement sur la vie ». En fait, les mesures ouvrent un enseignement déqualifié, chargé de former une main-d'œuve déqualifiée, vouée aux bas salaires, au rendement intensifié, à la mobilité selon les besoins d'un patronat à la recherche de profits grandissants.

Nous l'affirmons :

Le démantèlement de l'Education nationale est réalisé contre les intérêts des élèves. Chaque année, on modifie les programmes ou une partie des progammes, et à chaque fois il y a de nouveaux manuels à acheter, édités par les trusts de l'édition scolaire. C'est à chaque fois autant d'argent perdu pour les familles, autant d'argent gagné pour HACHETTE dont les appétits ne se limitent pas à l'édition scolaire.

Le démantèlement de l'Education nationale est réalisé contre les intérêts des élèves.

Les campagnes, soutenues par toute la presse capitaliste, visant à « alléger » les programmes, aboutissent à la « formation » d'élèves ne connaissant plus l'orthographe, mais à qui on apprendra les rudiments tout juste nécessaires pour rejoindre la masse des manœuvres, des O.S., des employés non qualifiés. Sauf pour une minorité d'enfants dont les parents auront les moyens de financer la scolarité.

Telles sont les conséquences d'une réforme, mise en place par M. Edgar FAURE, et appliquée par tous ses successeurs jusqu'à M. FONTANET qui démantèle tous les cadres d'enseignement, des écoles maternelles à l'enseignement supérieur.

Former une main-d'œuvre déqualifiée pour « déqualifier » les travailleurs, abaisser leurs salaires, accroître l'exploitation. LE LIEN EST ÉVIDENT ENTRE LES MESURES PRISES DANS L'ÉDUCATION NATIONALE CONTRE LES ENSEIGNANTS ET LES ÉLÈVES, ET LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL AGGRAVÉES QUE LES TRAVAILLEURS DE TOUTES CATÉGORIES SUBISSENT DANS LES USINES, LES BUREAUX, LES CHANTIERS.

Si le lien est évident, la réponse doit être identique. Les 4 et 11 mars, les travailleurs voteront contre tous les candidats des partis de la majorité, les U.D.R., les OLMETA, contre les candidats du Parti Réformateur qui ont voté la « Réforme Edgar FAURE ».

Voilà pourquoi, avec l'O.C.I. et l'A.J.S., nous appelons les électeurs à voter classe contre classe. Pas une voix aux candidats de la bourgeoisie, U.D.R., OLMETA le Réformateur Radical.

Le démantèlement de l'Education nationale ne se limite pas à la désorganisation des études, à la restriction des crédits. C'est au compte du patronat qu'est menée cette attaque. La colonisation par les patrons de l'école publique est en marche ; fidèle auxiliaire du capital, l'Eglise est à la pointe de ce combat.

Il ne s'agit pas d'une vieille querelle, comme l'affirment les tenants de la destruction de l'école au nom de sa rénovation.
Il ne s'agit pas d'une querelle dépassée, comme l'affirme, par exemple, le P.S.U. qui fera défendre ses thèses dans la circonscription par le Révérend Père PLAIDEAU.

Il faut être clair. Il ne s'agit pas de croyances. L'O.C.I. estime que la religion est affaire privée, qu'elle n'a pas à être introduite à l'école dont la laïcité assure le respect des opinions de tous. Introduire les prêtres dans l'école publique, c'est violer les consciences de ceux qui, père et mère de famille, professent une autre opinion. Tel est le fondement de la laïcité dont les racines plongent dans l'expérience séculaire du peuple français.

Il y a encore plus grave et nous pouvons tous mesurer les conséquences tragiques d'une politique de soutien à l'école confessionnelle. Depuis 10 ans, les écoles privées patronales et, avant tout, confessionnelles, ont reçu 2 000 milliards de francs de subventions soustraits à l'école publique.

Ce détournement de fonds publics se révèle d'autant plus scandaleux que nous voyons à quelles catastrophes aboutit cette politique « d'économie ». Il faut en finir avec le pillage de l'Etat pour les intérêts privés, avec le démantèlement de l'Education nationale, avec la pénétration de l'église dans l'école publique, avec la prise en charge de la formation professionnelle par le patronat.

Est-il possible de s'engager dans cette voie sans résolument s'attaquer aux plans de surexploitation de toutes les catégories de travailleurs décidés par le patronat ?

Nous l'avons dit : le lien est évident entre les mesures prises dans l'Education nationale contre les enseignants et les élèves et la décision de former une main-d'œuvre « déqualifiée » et à bon marché.

La réponse est simple : l'expérience des travailleurs le prouve. Rien ne sera changé tant que le grand capital, les monopoles, contrôleront l'économie et qu'elle fonctionnera suivant les exigences du profit. Rien ne sera changé tant que les représentants du capital détiendront le pouvoir politique.

Il faut balayer tous les gouvernements du capital !

Dans notre circonscription, le bilan politique du gouvernement des patrons, c'est à AULNAY et BLANC-MESNIL : aucun emploi industriel nouveau depuis plus de cinq ans ; l'avenir offert par ces messieurs : le chômage ; parfois jusqu'à 50 à 60 kilomètres de trajet pour se rendre à son travail ; pour la jeunesse : le chômage, la rue, le terrain vague, l'attente de l'armée, le contrôle policier, une vie humiliante.

OLMETA l'U.D.R., FIXOT, le Radical Réformateur, MERCIER, le R.I., mordront la poussière !

C'est indispensable, cela ne suffit pas.

Les partis de la classe ouvrière doivent s'unir pour défaire tous les partis du capital. En effet, de droite ou de gauche, de l'U.D.R. aux Radicaux de droite et de gauche, tous sont prêts à venir au secours de la Vᵉ République, du Pouvoir bourgeois menacé, du capitalisme. Cyniquement, le représentant des « Radicaux de Gauche », membre de l'Union de la Gauche, Robert FABRE, dont les amis politiques espèrent se faire élire grâce à l'apport des voix ouvrières, déclare :

« Si le contrat du Progamme commun devait être rompu du fait des « Communistes, il se trouverait un nouveau RAMADIER au sein de la « Gauche Socialiste et Radicale pour traduire cette rupture dans le « domaine gouvernemental. »

En clair : expulser le P.C.F. du gouvernement. Rompre le Programme commun signifie : mettre en cause la Vᵉ République et sa constitution ; exproprier le grand capital ; organiser la production selon un plan qui réponde aux besoins des masses, élaboré et appliqué sous le contrôle des travailleurs ; attaquer les institutions politiques, les grands corps constituant le Pouvoir bourgeois ; transfère le Pouvoir à la classe ouvrière, aux masses, en les organisant. M. FABRE rêve de jouer un rôle semblable à celui que joua son prédécesseur dans la carrière en 1936, DALADIER. C'est normal, le Parti Radical est un parti du grand capital.

Nous, Trotskystes, affirmons :

Les leçons de plusieurs dizaines d'années de lutte le démontrent.

Au cours de ces élections, le problème posé est :

- **ou soutenir le régime capitaliste pourrissant et imposer aux travailleurs, aux masses, aux jeunes, le poids écrasant de ce système en faillite ;**
- **ou OUVRIR LA VOIE AU SOCIALISME.**

Les représentants du Parti Radical veulent sauver le capital, la bourgeoisie, la Vᵉ République. Ils sont partisans de l'Union de la Gauche sans rivage à droite. Ils sont prêts à l'union sacrée de tous les partis pour sauver la bourgeoisie aux abois.

SEUL UN GOUVERNEMENT SANS REPRÉSENTANT DES PARTIS BOURGEOIS — DE L'U.D.R. AUX RADICAUX DE DROITE ET DE GAUCHE — DES DÉFENSEURS DU CAPITAL, PEUT RÉPONDRE AUX ASPIRATIONS ET AUX BESOINS DU PROLÉTARIAT, DES MASSES EXPLOITÉES, DE LA JEUNESSE, ET SATISFAIRE LEURS REVENDICATIONS.

La preuve ? Dirigeants du P.S. et du P.C.F. ont dû affirmer publiquement qu'ils n'attenteraient pas à la Vᵉ République et à sa Constitution ; qu'ils laisseraient POMPIDOU en place. MITTERRAND, et à sa suite Georges SEGUY, ont déclaré qu'il faudrait modérer les revendications et, pour cela, maintenir l'Union de la Gauche.

Nous, Trotskystes, leur disons :

Rompez avec la bourgeoisie ; rompez avec les partis du capital ; rompez avec le Parti Radical. Unissez-vous au cours de ces élections, après ces élections, réalisez le Front Unique des partis ouvriers, et luttons en commun pour que se constitue un GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F. SANS MINISTRE DES PARTIS BOURGEOIS, DÉFENSEURS DES INTÉRÊTS DU CAPITAL, qui s'engagerait à satisfaire toutes les revendications des masses.

La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées veulent un gouvernement à elles, des ministres à leur service.

C'est pour cette bataille que l'O.C.I., soutenue par l'A.J.S., présente des candidats. Combattre pour le Front Unique des partis de la classe ouvrière :

- pour un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre capitaliste,
- pour le programme de la classe ouvrière,
- pour le gouvernement ouvrier,
- pour le socialisme.

Exige de bâtir le Parti Révolutionnaire. Les candidats de l'O.C.I. sont les candidats qui luttent pour la construction du parti de la révolution prolétarienne, pour la reconstruction de la IVᵉ Internationale.

votez O.C.I.

votez ...

Gérard BAUVERT

87, rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 Paris

Vu, le candidat.

Un autre candidat se présente sous l'étiquette trotskyste. Partisan honteux de l'Union de la Gauche, il n'a aucun droit à ce titre. Ceux qui sont pour le Front Unique Ouvrier voteront O.C.I., voteront « Gérard BAUVERT ». Quant aux partisans de l'Union de la Gauche, ils voteront pour les partis de l'Union de la Gauche qui s'en réclament ouvertement.

Imp. SARI